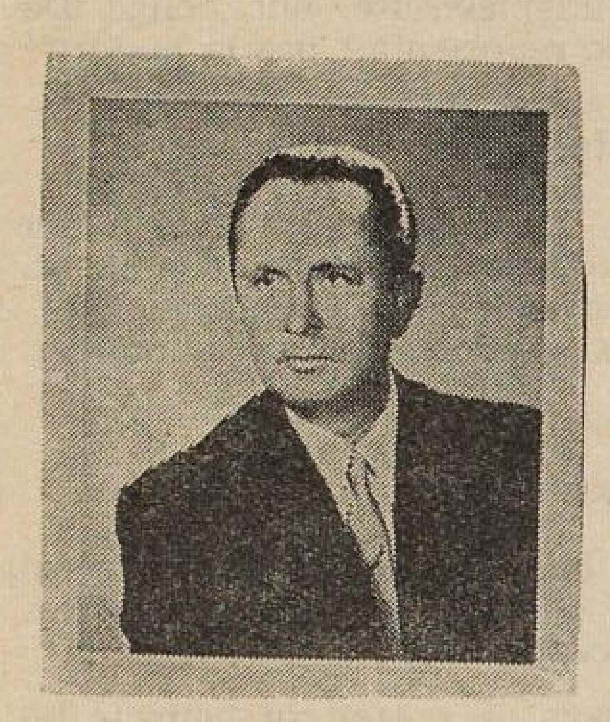
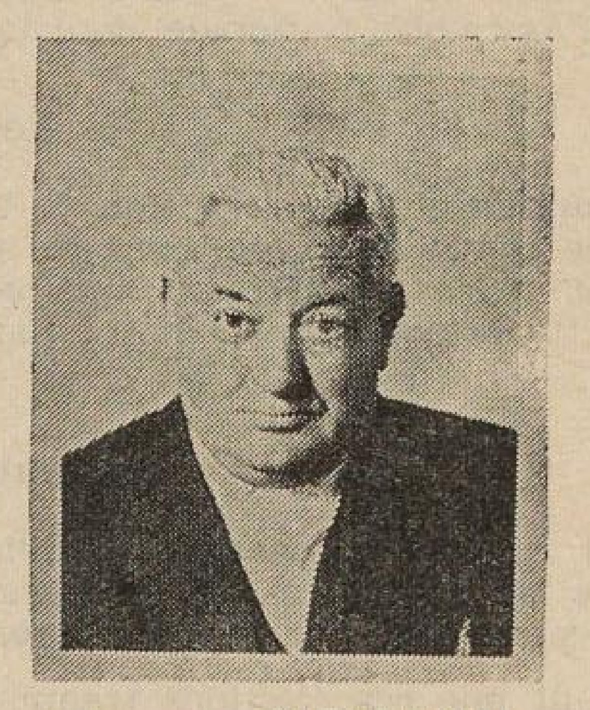
ELECTIONS LÉGISLATIVES DES 23 ET 30 JUIN 1968

CIRCONSCRIPTION DE CORTÉ - SARTÈNE

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Paul BUNGELMI
Directeur du C.E.G. de Petreto-Bicchisano,
Croix de Guerre,
Membre du Bureau Fédéral du P.C.F.



Joseph MUCCHIELLI
Exploitant agricole à Ghisonaccia,
Ancien Maire de Ghisoni.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Pour la troisième fois, depuis le 5 Mars 1967, vous êtes appelés à élire le député de votre circonscription.

Le 27 Août, c'était après l'invalidation de l'élection de Jean-Paul de ROCCA-SERRA élu, le 5 Mars, grâce à la fraude électorale qui déshonore notre département et aboutit à des résultats qui n'expriment pas la volonté du corps électoral.

Aujourd'hui, les raisons de cette nouvelle consultation résident dans la politique menée, depuis dix ans, par le Pouvoir gaulliste.

Dix ans de politique gaulliste...

Pendant 10 ans, la politique de ce pays a été menée au profit exclusif des monopoles capitalistes, au détriment des travailleurs !

Pendant 10 ans, le Chef de l'Etat a exercé un véritable pouvoir monarchique !

Pendant 10 ans, le Pouvoir gaulliste a traité avec mépris les revendications de la classe ouvrière, des enseignants, de toutes les couches de la population laborieuse !

Le représentant de cette politique: Jean-Paul de ROCCA-SERRA.

Pendant 10 ans, Jean-Paul de ROCCA-SERRA a soutenu inconditionnellement cette politique. Il est donc responsable, à part entière, des méfaits de la politique du Pouvoir dans tous les domaines, y compris dans ses répercussions concernant notre département.

Une explosion du mécontentement populaire !

En 1960, le général De Gaulle promettait aux Français « une belle arrivée »...

En 1968, pour le Pouvoir gaulliste, c'est une « arrivée en catastrophe » !

Il a vu se dresser contre sa politique, dans un mouvement sans précédent, dix millions de travailleurs : ouvriers, employés, fonctionnaires en lutte pour leurs revendications légitimes ; étudiants, enseignants, parents d'élèves en lutte pour une réforme démocratique de l'Education Nationale.

Le Pouvoir a reculé...

L'exigence populaire d'une politique conforme aux profondes aspirations des travailleurs et des démocrates, le refus — par la Nation — du référendum-plébiscite, ont obligé De Gaulle à dissoudre l'Assemblée Nationale, dont la majorité gaulliste ne représentait pas la majorité nationale.

Le chantage gaulliste.

En annonçant la dissolution de l'Assemblée Nationale, De Gaulle s'est livré à une agression caractérisée contre la classe ouvrière, ses organisations syndicales, et particulièrement contre le Parti Communiste, le désignant ainsi comme le principal obstacle à sa politique de régression sociale. Cette attaque contre notre Parti est destinée à masquer sa volonté d'imposer sa propre dictature.

Il faut changer de politique !

Pour riposter au chantage gaulliste, pour imposer le changement de politique exigé par les millions de travailleurs et de républicains en lutte, il faut que les élections législatives des 23 et 30 Juin assurent le triomphe des forces ouvrières et démocratiques.

Il faut que ces élections traduisent la volonté du pays de porter au pouvoir les forces de gauche unies sur la base d'un programme commun, un programme de gouvernement ouvrant la perspective d'une démocratie véritable au service des travailleurs.

Un gouvernement populaire et d'Union démocratique.

Pour assurer une relève démocratique du gaullisme dans l'intérêt du peuple et de la nation, le corps électoral doit porter à l'Assemblée Nationale une nouvelle majorité, une majorité de gauche !

Ceux qui prétendent que, entre le gaullisme rétrograde et la gauche unie, il pourrait y avoir une troisième voie, fondée sur la compromission avec la réaction sous quelque forme qu'elle se présente ; ceux qui prétendent qu'on peut remplacer le pouvoir gaulliste sans le concours des Communistes ; ceux-là ne tiennent aucun compte des réalités sociales et politiques du pays.

Les Communistes sont prêts à prendre toutes leurs responsabilités dans un gouvernement populaire et d'union démocratique.

Les revendications de la Corse...

La situation de notre département a été aggravée par 10 ans de politique gaulliste — approuvée, en toute circonstance, par Jean-Paul de ROCCA-SERRA.

Pour assurer le développement économique et social de la Corse et lui permettre de surmonter le handicap de l'insularité, il faut changer, radicalement, le cours de la politique dans notre pays !

L'occasion se présentera les 23 et 30 Juin !

Le 23 Juin, en votant pour Paul BUNGELMI et Joseph MUCCHIELLI, candidats du Parti Communiste.

Le 30 Juin, en éliminant le candidat gaulliste et en assurant le triomphe de la gauche unie.

***

VOTER COMMUNISTE LE 23 JUIN...

C'est voter POUR la République, POUR la Démocratie, CONTRE le parti du désordre et de la dictature !

VU : Les Candidats.

Imp. Daroux-Ajaccio